L'éducation et la formation professionnelle relative à l'environnement : L'esquisse d'une stratégie communautaire partenariale

Nathalie Hervé-Fournereau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ere/6638>

DOI : 10.4000/ere.6638

ISSN : 2561-2271

Éditeur

Centr'ERE

Référence électronique

Nathalie Hervé-Fournereau, « L'éducation et la formation professionnelle relative à l'environnement : L'esquisse d'une stratégie communautaire partenariale », *Éducation relative à l'environnement* [En ligne], Volume 3 | 2002, mis en ligne le 20 mars 2002, consulté le 16 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ere/6638> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ere.6638>

L'éducation et la formation professionnelle relative à l'environnement : L'esquisse d'une stratégie communautaire partenariale

Nathalie Hervé-Fournereau

Le droit fournit des modèles de conduite plus qu'il ne sanctionne des comportements. (Rouland, 1991, p. 15)

- 1 Parallèlement à la reconnaissance de la fonction pédagogique et éducative de la loi (Carbonnier, 1979), l'éducation a reçu une consécration juridique fondamentale. La reconnaissance d'un droit universel de l'Homme à l'éducation¹ dans toutes ses composantes existantes et futures confirme l'existence de soutiens réciproques entre le droit et l'éducation. En écho aux réflexions nationales et internationales, la Communauté Européenne (CE)² choisit d'insérer, en 1973³, parmi les principes directeurs de sa politique environnementale naissante⁴, l'éducation relative à l'environnement (ERE). L'appréciation de la contribution de ce partenaire, en termes de plus value environnementale et éducative, conduit à s'interroger sur la légitimité et la pertinence de ces interventions.

L'attribution progressive de compétences à la CE, fondement de la légitimité de ses interventions dans le domaine de l'ERE

- 2 L'éducation et la protection de l'environnement ne constituaient pas des domaines où la Communauté européenne bénéficiait d'une compétence explicite au titre des trois traités communautaires initiaux. Ce n'est qu'au début des années 70 sous l'effet de la

conférence de Stockholm sur l'environnement humain en 1972 et des réflexions des ministres des États membres sur des interventions éducatives au niveau européen en 1974, que la CE se positionne, dans le respect des compétences nationales, dans le cadre de ces deux champs disciplinaires. Si la volonté politique l'emporte sur une stricte interprétation littérale des règles du Traité de la Communauté économique européenne (CEE)⁵ de 1957, en consacrant audacieusement une compétence environnementale implicite en faveur de la CE (Hervé-Fournereau, 2000), il convient de souligner que cette volonté politique s'étiole dans le domaine de l'éducation, sorte de chasse gardée culturelle des États membres. La compétence environnementale de la CE constitue ainsi le fondement naturel des premières interventions dans le domaine de l'éducation puis de la formation relative à l'environnement. Progressivement et conformément au principe de cohérence environnementale, d'autres politiques et actions communautaires s'efforcent de promouvoir quelques actions éducatives en matière d'environnement.

La compétence environnementale, fondement originel des actions communautaires

Le succès d'une politique de l'environnement (...) implique la poursuite à tous les niveaux d'une action éducative continue et approfondie afin que chacun dans la Communauté prenne conscience du problème et assume pleinement ses responsabilités à l'égard des générations à venir. (1er programme d'action en matière d'environnement. JOCE, série C 112 du 20/12/1973)

- 3 Au fil des différents programmes environnementaux de la CE, le souci de l'éducation et de la formation relative à l'environnement transparait à des places et degrés divers, associé aux actions d'information, de sensibilisation et de communication. Ces interventions apparaissent comme un soutien de la politique communautaire et de l'effectivité des normes environnementales⁶.

L'existence d'autres compétences d'accueil des actions communautaires en matière d'ERE

- 4 Dès 1973, la CE reconnaît que l'environnement doit être pris en considération par les autres politiques et actions communautaires. Consacré parmi les principes d'action inscrits dans le traité CE modifié par l'acte unique⁷ (1987 : entrée en vigueur), ce principe d'intégration vise à assurer la cohérence environnementale des politiques communautaires de la conception à leur mise en œuvre. Désormais érigé au sein des dispositions fondamentales⁸ du traité CE modifié par le traité d'Amsterdam (entrée en vigueur : mai 1999), cette clause de cohérence environnementale conduit la CE à mener des actions d'éducation à l'environnement dans d'autres champs matériels d'action (éducation⁹, formation professionnelle et autres politiques menées par la CE). Cette contribution progressive et diversifiée vise à répondre aux objectifs spécifiques dans lesquels s'inscrivent ces politiques et actions¹⁰, tout en permettant d'assurer la mise en œuvre effective des normes adoptées dans le cadre de la politique environnementale. La pertinence ou l'impertinence des interventions de ce partenaire européen se mesure à l'aune de ces paramètres juridiques et extra juridiques intimement entremêlés.

La pertinence des actions déployées par ce partenaire européen : un bilan contrasté

- 5 La conception communautaire de l'éducation et la formation relative à l'environnement s'inscrivent dans le sillage des déclarations et des actions nationales et internationales. Sujette à diverses limites et enjeux fondamentaux qui conditionnent le devenir de la construction européenne, la contribution du partenaire européen présente un bilan contrasté.

Une conception communautaire dans le sillage des textes internationaux¹¹ et nationaux

- 6 Soucieuse de prendre en considération les réflexions et recommandations émises dans les autres sphères juridiques, la CE s'efforce parallèlement à mettre en exergue ses propres spécificités : la dimension européenne de cette thématique conjugée à l'existence de compétences communautaires en la matière peut faciliter l'émergence d'une plus-value éducative en termes d'exemplarité et d'impulsion vis-à-vis des États membres et des partenaires associés. Conçues à la lumière des déclarations sur la consécration d'un droit à un environnement sain¹² lié au devoir commun de protection de l'environnement¹³ et du principe de participation¹⁴, les interventions communautaires s'insèrent dans le cadre d'une approche globale de l'éducation (éducation et formation ; pour tous, environnement pris dans sa complexité naturelle et socio-économique, culturelle et éthique) et d'une démarche partenariale dans un contexte de prévention des atteintes environnementales. Toutefois, la confusion originelle entre l'information, la communication, l'éducation, la formation et la sensibilisation de citoyens suscite certaines interrogations concernant la contribution effective de la CE à l'éducation relative à l'environnement.

Une contribution communautaire contrariée

- 7 L'éclatement des compétences et des niveaux de responsabilités menace la continuité temporelle et la complémentarité des actions menées par les différents acteurs en symbiose ou non. Cet éclatement est l'expression logique de l'attribution progressive de compétences à géométrie variable et de nature diverse (partagée avec les États membres ou exercées à titre exclusif par la CE) à la CE. Cette complexité ne facilite pas la recherche de la complémentarité des actions ni de leur lisibilité. Cet enchevêtrement des compétences communautaires et nationales contribue à octroyer à l'éducation relative à l'environnement une expression plurielle en fonction des politiques concernées (conception, fonction des actions éducatives et de formation). De plus, l'absence de programme d'action communautaire en matière d'éducation à l'environnement contribue à amplifier cette variabilité¹⁵.
- 8 Parallèlement, la prégnance des enjeux européens actuels force à relayer au second plan l'éducation relative à l'environnement médiatisée à travers d'autres objectifs socio-économiques. Deux principaux enjeux sont susceptibles de rejaillir sur la place et le rôle de l'éducation relative à l'environnement. D'une part, l'élargissement de l'UE requiert toutes les attentions visant à préparer l'adhésion des futurs membres et à les aider à intégrer à leur rythme, l'acquis communautaire. D'autre part, la lutte contre le

chômage (insertion d'un titre consacré à l'emploi dans le traité CE modifié par le traité d'Amsterdam) et les exclusions sociales, culturelles, économiques s'expriment dans de nombreux textes et programmes communautaire à contribution éducative. *In fine*, le contexte libéral dans lequel s'exprime le modèle économique de l'Union, modéré sous l'égide du principe fédérateur du développement durable¹⁶, consacré objectif de l'Union dans le traité d'Amsterdam, peut contribuer à façonner le contenu de l'éducation relative à l'environnement¹⁷ au profit d'une instrumentalisation latente et ambivalente.

- 9 L'existence de ces contrariétés légitime la réflexion sur l'esquisse d'une stratégie européenne partenariale en matière d'éducation et de formation professionnelle relative à l'environnement. Fondée sur le « principe de subsidiarité combinée au principe de partage des responsabilités »¹⁸ environnementales, cette stratégie associant les acteurs institutionnels sollicite la contribution incontournable des acteurs de la société civile.

Une logique partenariale associant progressivement les acteurs institutionnels

- 10 Si la mise en œuvre de l'éducation et de la formation professionnelle relève essentiellement de la compétence des États membres, la Commission précise que « cependant, les institutions communautaires ont aussi un rôle à jouer en vue d'appuyer et de compléter les interventions prises au niveau national. »¹⁹

Le rôle essentiel dévolu aux États membres ou le caractère subsidiaire des actions de la CE

- 11 La majorité des interventions éducatives de la CE s'expriment dans le champ des compétences partagées avec les États membres : ces dernières sont régulées lors du déclenchement et de l'exercice desdites compétences communautaires par le principe de subsidiarité. L'exigence d'une plus valeur communautaire de l'action impose à la CE d'intervenir :
- dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive (...) conformément au principe de subsidiarité, que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les États membres et peuvent donc, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée être mieux réalisés au niveau communautaire (...). (Art. 5., CE)
- 12 La mise en évidence de la dimension européenne de l'éducation/formation relative à l'environnement ou des effets de ces actions sur l'effectivité de certaines politiques communautaires militent en faveur du niveau communautaire.
- 13 En dépit de ce caractère subsidiaire des interventions communautaires, les institutions et organes de l'Union sont susceptibles de façonner ou d'orienter la teneur des interventions de la CE. Parmi les institutions communautaires, le Parlement européen et le Comité économique et social constituent de fervents défenseurs de l'éducation et de la formation professionnelle dans le domaine de l'environnement²⁰. Toutefois, la participation à géométrie variable de ces acteurs institutionnels au processus de décision communautaire ne permet pas toujours aux institutions les plus actives de forcer l'indécision politique. Parallèlement, les études réalisées par la fondation de Dublin et le Cedefop permettent à la CE de mieux cerner les besoins et les dimensions européennes des attentes en matière de formation professionnelle lui permettant de mener des réflexions sur le choix instrumental le plus approprié à effectuer. Enfin, au

sein de la Commission européenne, l'éparpillement des actions d'éducation et de formation à l'environnement au gré des directions générales ne facilite pas la lisibilité et la continuité dans le temps et en termes de cohérence les interventions communautaires. La nécessaire coordination entre les différentes directions nécessiterait de choisir une structure interservices pour pallier l'absence de programme d'action et pour assurer le suivi, l'évaluation des actions communautaires et la détermination de priorités.

- 14 Force est donc de reconnaître le rôle décisif des États membres, chargés de mettre en œuvre les principes directeurs dégagés au niveau communautaire et d'assurer sur le terrain cette éducation/formation relative à l'environnement. En 1988, la Commission reconnaissait que « la diversité des systèmes d'enseignement ne permettrait pas d'aborder une définition trop détaillée de la forme et des modalités que l'introduction ou le développement de l'éducation et de la formation en la matière devraient revêtir »²¹. Par conséquent, il appartient aux États membres « d'entreprendre les actions essentielles en vue d'assurer le développement de l'éducation et de la formation »²².
- 15 La lecture de la proposition de décision et de la résolution des ministres de l'Éducation est révélatrice d'une certaine prudence à imposer aux États, de manière contraignante, des obligations d'éducation et de formation à l'environnement. En tout état de cause, en l'absence de texte coercitif, à l'instar de la directive 90/313 concernant la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement²³, les États membres demeurent libres d'assurer l'intégration de cette éducation relative à l'environnement au niveau qu'ils le souhaitent, aux cibles qu'ils estiment nécessaires et sous les formes qu'ils désignent. Cette liberté se trouve toutefois canalisée en cas d'adoption de textes communautaires spécifiques qui incluent une obligation particulière de formation professionnelle, dont le respect doit être assuré par l'entreprise concernée et par l'État membre destinataire²⁴ de la directive communautaire. Parallèlement, les États membres peuvent soutenir des actions de formation professionnelle à destination des acteurs économiques dans le respect des limites posées par le droit communautaire. Ils peuvent imposer des obligations de formation, de qualification professionnelle en vue d'assurer un respect effectif des législations environnementales. Parallèlement, la création d'un comité composé de représentants des États membres à l'issue de la résolution de 1988 avait constitué une interface entre la CE et les États membres et les différents programmes d'action d'éducation et de formation. En raison de ces différents paramètres, la CE se concentre principalement sur la réalisation d'actions d'encouragement.

La prédominance des actions communautaires d'encouragement

- 16 Le contenu et la valeur juridique des interventions communautaires peuvent ainsi être dictés par la compétence attribuée à la CE. Ainsi, dans le domaine de l'éducation et de la formation, les institutions communautaires ne sont pas autorisées à harmoniser les législations nationales. Dans ces deux champs disciplinaires, la CE se contentera d'encourager la coopération entre les États membres, « et si nécessaire, en appuyant et en complétant leur action », visant notamment à faciliter la mobilité des étudiants, les échanges entre établissements d'enseignement, la reconnaissance mutuelle des diplômes (...)»²⁵. Les interventions communautaires prendront la forme quasi exclusive de soutiens financiers, laissant apparaître la CE comme un bailleur de fonds comme un

autre. Par contre dans le cadre d'autres politiques, l'insertion de l'éducation et de la formation à l'environnement peut se concrétiser au sein de textes visant à rapprocher les législations nationales. Enfin, le contenu des actions de la CE est dicté par le principe de proportionnalité qui dispose que « l'action de la CE n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs du présent traité » (Art. 5, CE). Ce test de la proportionnalité vise à assurer l'adéquation des moyens aux objectifs visés, permettant *in fine* de préserver également l'intégrité des compétences nationales ou communautaires.

- 17 Les interventions communautaires dans le domaine de l'éducation relative à l'environnement sont essentiellement de nature non contraignantes, s'exprimant sous forme de soutiens²⁶. Dans le domaine de la formation professionnelle, la CE a choisi d'insérer ponctuellement et de façon ciblée des obligations contraignantes de formation à charge des entreprises présentant des risques environnementaux²⁷. Toutefois, cette approche reste minoritaire pour des raisons de compétence et d'effectivité de la mesure. L'essentiel des interventions communautaires présente donc un caractère incitatif, recherchant l'exemplarité vis-à-vis des partenaires institutionnels et socio-économiques. Par ailleurs, cette logique de complémentarité entre ces acteurs institutionnels s'accompagne de la contribution incontournable des acteurs de la société civile en faveur de l'ERE.

La contribution incontournable des acteurs de la société civile

- 18 « Renforcer la sensibilisation des citoyens aux problèmes existants et solutions possibles, et jeter les bases d'une participation à la fois pleinement informée et active des individus dans la protection de l'environnement et l'usage prudent et rationnel des ressources naturelles »²⁸, constituent les objectifs dans lesquels s'inscrivent les actions communautaires. La volonté de mettre à contribution les systèmes éducatifs des États membres en faveur de la réorientation du comportement des citoyens en faveur des préoccupations environnementales est constante²⁹. Le soutien de la société civile s'avère indispensable et souhaité par les autorités publiques. La spécificité de cette thématique et l'existence de compétences communautaires à géométrie variable militent en faveur d'une logique partenariale associant les acteurs institutionnels et les acteurs de la société civile. Le rôle décisif des organisations non gouvernementales est particulièrement mis en exergue dans différents programmes communautaires et le livre blanc sur la gouvernance européenne de juillet 2001³⁰. Parallèlement, le renforcement de la contribution des partenaires socio-économiques apparaît indispensable.

Le rôle décisif des organisations non gouvernementales

- 19 Il convient de mettre en relief l'importance de la contribution des organisations non gouvernementales, initiateurs de la première heure et interlocuteurs privilégiés des acteurs institutionnels de l'éducation relative à l'environnement. Très tôt, la CE reconnaît leur qualité d'acteurs de la politique environnementale. Le programme d'action en faveur de ces entités, adopté en 1997³¹ (nouveau programme en préparation³², met en exergue leur polyvalence et leur soutien indispensable au niveau de la conception, du contrôle de l'application des normes, et de la sensibilisation des citoyens. Le domaine de l'éducation et la cible du jeune public scolarisé³³ constituent la

figure symbolique des actions déployées³⁴ aux dépens des actions de formation professionnelle reportées sur les autres politiques et actions communautaires susceptibles de se manifester au mieux dans ce domaine. L'appréciation des projets soutenus par la CE dans le domaine de l'éducation est révélatrice du rôle prédominant joué par les ONG aux côtés des enseignants ou en direction de tout le public. Le souci d'assurer la prise de conscience du public par le biais de l'information et de la participation³⁵ et de l'éducation se conjugue avec la nécessité de promouvoir la formation professionnelle des agents économiques dans la perspective de favoriser le respect des normes environnementales.

Le renforcement indispensable de la contribution des partenaires socio-économiques

- 20 L'ineffectivité patente du droit communautaire de l'environnement, dénoncée dès le 4e programme d'action, provoque une réflexion sur les carences et les raisons de l'insuffisance de la formation professionnelle, comme source potentielle de certains cas de non ou mauvaise application des obligations imposées aux États membres et aux entreprises. Au-delà du droit à l'information, le droit à la formation professionnelle tout au long de la vie et à tous les stades de la hiérarchie d'une entreprise apparaît primordial afin de permettre un respect des obligations légales. Il vise à favoriser une sensibilisation des travailleurs aux préoccupations environnementales à l'intérieur et à l'extérieur de leur sphère professionnelle, tout en assurant leur propre sécurité sur les lieux de production. En grande majorité, les grandes entreprises exposées aux risques environnementaux se sont engagées dans des programmes de formation interne de leurs travailleurs. De telles formations fortement liées aux questions de sécurité se focalisent quasi exclusivement sur les risques générés par l'activité de l'entreprise, prudemment sur le devenir des produits et déchets générés et rarement sur l'environnement en général. De même, les associations professionnelles recommandent à leurs membres d'assurer une telle formation professionnelle. Progressivement, les syndicats se positionnent plus activement et plus favorablement vis-à-vis des questions environnementales. Le rôle et la participation des partenaires sociaux devraient recevoir une attention plus soutenue dans ce domaine. Outre la formation professionnelle des travailleurs³⁶, les entreprises sont appelées à tisser des relations avec des acteurs tels les instituts et universités en vue de réfléchir en commun à l'adéquation des formations et des attentes de ces acteurs économiques. Le programme communautaire Comett s'inscrivait dans cette perspective, pouvant inclure une composante environnementale. À l'instar de l'éducation, la formation professionnelle ne saurait cantonner les travailleurs dans le rôle de sujets passifs prêts à ingérer toutes les connaissances nouvelles. Il importe de leur reconnaître un statut d'acteur actif en lui permettant d'agir dans un sens conforme aux exigences environnementales et de participer concrètement à la gestion environnementale de l'entreprise (Hervé-Fournereau, 2000).
- 21 Le niveau communautaire offre un appui catalyseur des initiatives nationales et transnationales. Le souhait exprimé par le 5e programme de « généraliser l'éducation à l'environnement d'ici 2000 afin que tous les jeunes sans exception en bénéficient »³⁷ pose inévitablement la question du réalisme de cet objectif au regard de l'existence d'une quelconque stratégie ou plan d'action communautaire en la matière et des moyens humains et financiers mis en œuvre. L'adoption d'un programme d'action dans le domaine de l'éducation et la formation professionnelle relative à l'environnement

constitue un véritable défi³⁸ face aux priorités et enjeux actuels de la construction européenne.

BIBLIOGRAPHIE

Carbonnier, J. (1979). *Essais sur les lois*. Defrénois : Répertoire du notariat.

Hervé-Fournereau, N. (2000). *L'entreprise et le droit communautaire de l'environnement*. Rennes : Éd. Apogée.

Rouland, N. (1991). *Aux confins du droit*. Paris : Éd. Jacob.

NOTES

1. Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, 1948.
2. Depuis le traité sur l'UE signé à Maastricht (entrée en vigueur en 1993), l'UE (consécration officielle de la dénomination) est fondée sur les Communautés européennes (trois traités : Communauté européenne du charbon et de l'acier, Communauté européenne de l'énergie atomique, Communauté européenne) et complétée par deux autres « piliers » de coopération (politique étrangère et de sécurité commune et coopération en matière de justice et d'affaires intérieures).
3. JOCE série C 112 du 20/12/73
4. Lors du Sommet de Paris d'octobre 1972, les Chefs d'État et de gouvernement invite la Commission à leur présenter un programme communautaire d'action dans le domaine de la protection de l'environnement (domaine non explicitement prévu dans les traités initiaux).
5. L'expression CEE disparaît en 1993 (traité de Maastricht) au profit de Communauté européenne (CE).
6. 4e programme d'action en matière d'environnement. JOCE, série C 328 du 7/12/1987. En 1992 et 1995 : rapports sur l'ERE parus sous la forme de SEC et non de COM : SEC 92(934) et SEC 95 (1754). Conclusions du Conseil et des ministres de l'Éducation du 6/6/92 sur le développement de l'éducation à l'environnement.
7. Modification du traité CE et officialisation de la compétence environnementale de la CE.
8. Article 6 CE : « Les exigences de protection de l'environnement doivent être intégrées dans la définition et la mise en œuvre des politiques et des actions de la Communauté visées à l'article 3, en particulier, afin de promouvoir le développement durable ».
9. Art. 149 CE. La compétence à contribution éducative de la CE est consacrée explicitement par le traité de Maastricht modifiant le traité CE, « développement d'une éducation de qualité » (entrée en vigueur de ces modifications : novembre 1993).
10. L'article 149 CE mentionne « l'action de la CE », dans le domaine de l'éducation. Par contre, au titre de l'article 150 CE, « la CE met en œuvre une politique de formation professionnelle ».
11. Réflexions, déclarations et actions menées dans le cadre de l'Unesco, de l'OCDE, de la Commission pour le développement durable (agenda 21, chapitre 36 sur cette thématique).
12. Ibid : « droit à un environnement non pollué ». Résolution du Parlement européen sur l'élaboration d'une Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. A5 0064/2000, avril

2000. Le PE : « confirme (...) comme faisant partie intégrante des droits fondamentaux (...) la protection de l'environnement ». Toutefois, la charte des droits fondamentaux de l'UE ne reconnaît pas un droit à un environnement sain (signée et proclamée par le Conseil européen de Nice en décembre 2000).

13. Résolution du 24/5/88 du Conseil et des Ministres de l'éducation réunis au sein du Conseil sur l'éducation en matière d'environnement (JOCE série C 177 du 6/7/88 p. 8). Parmi les principes directeurs est cité un « devoir commun de protection ».

14. Déclaration de Rio lors de la Conférence sur l'environnement et le développement, juin 1992 ; repris par le 5e programme communautaire d'action en matière d'environnement (JOCE série C 138 du 17/5/93).

15. En dépit d'une proposition de décision qui ne sera pas appréciée par le Conseil des Ministres. COM (88) 202 du 5 mai 1988 Proposition de décision du Conseil concernant la prévention des atteintes à l'environnement par des actions dans les domaines de l'éducation et de la formation.

16. Sur la stratégie de développement durable de la CE : se reporter à la communication de la Commission (COM (2001) 264 du 15.5.01).

16. Sur la stratégie de développement durable de la CE : se reporter à la communication de la Commission (COM (2001) 264 du 15.5.01).

17. Décision 2179/98 du Parlement européen et du Conseil concernant le réexamen du 5e programme d'action en matière d'environnement (JOCE série L 275 du 10/10/98 p. 1). L'article 5 est consacré à la sensibilisation des citoyens : « favoriser l'intégration du concept de développement durable dans les programmes d'éducation et de la formation de la Communauté (...) contribuer à un changement de comportement individuel selon les modèles compatibles avec le principe de développement durable (...) ». Se reporter aux différents auteurs critiques sur le développement durable.

18. 5e programme de politique et d'action dans le domaine de l'environnement, 1993.

19. Proposition de mai 1988, préc.

20. JOCE série C 318 du 12/12/88 p. 6. Avis du CES sur la proposition de 1988. Avis du CES sur le thème : formation, sécurité et protection de l'environnement (JOCE série C 159 du 17/6/91 p. 49). JOCE série C 96 du 17/4/89 Résolution législative du PE sur la proposition de 1988.

21. Proposition de mai 1988, préc.

22. Ibid

23. Directive 90/313 du Conseil du 7/6/90 - JOCE série L 158 du 23/6/90 p. 56.

24. Et responsable de l'effectivité de ce texte.

25. Article 149 CE : « La Communauté contribue au développement d'une éducation de qualité en encourageant la coopération entre les États membres et si nécessaire, en appuyant et en complétant leur action tout en respectant pleinement la responsabilité des États membres pour le contenu de l'enseignement et l'organisation du système éducatif ainsi que leur diversité culturelle et linguistique ».

26. La proposition de 1988 dressait un inventaire des actions possibles.

27. Dans le cadre de la politique environnementale : directive 96/82 du Conseil du 9/12/96 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses (JOCE série L 10 du 14/1/97 p. 13). Directive du Conseil 90/219 CEE du 23/4/90 relative à l'utilisation confinée de micro-organismes génétiquement modifiés JOCE série L 117 du 8/5/90 p. 1. Dans le cadre du marché intérieur : directive du Conseil 90/220 du 23/4/90 relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement, JOCE série L 117 du 8/5/90 p. 15. Politique des transports : directive 89/684/CEE du Conseil du 21/12/89 concernant la formation professionnelle de certains conducteurs de véhicules transportant des marchandises dangereuses par route. JOCE série L 398 du 30/12/89 p. 33. Directive 96/35 du Conseil du 3/6/96 concernant la désignation, ainsi que la qualification

professionnelle de conseillers à la sécurité pour le transport par route, par rail et par voie navigable de marchandises dangereuses (JOCE série L 145 du 19/6/96 p. 101).

28. Résolution, mai 1988, préc.

29. Décision 2179/98 du Parlement européen et du Conseil concernant le réexamen du 5e programme d'action en matière d'environnement, préc. Idem pour le futur 6e programme d'action 2000-2010.

30. COM (2001) 428 du 25.7.01, Livre blanc de la commission « Gouvernance européenne ». Toutefois, l'ERE n'est pas mentionnée dans ce document

31. Décision 97/872 du Conseil du 16/12/97 concernant un programme d'action communautaire de promotion des ONG ayant pour but principal la défense de l'environnement. JOCE série L 354 du 30/12/97 p. 25.

32. COM (2001) 337 du 22.06.01.

33. Constitution d'un réseau d'écoles scolaires dès 1977, étendu au secondaire en 1982.

34. Autres soutiens en faveur de la société civile : Environmental education and training : selected projects. Opoce, 1999, 45 pages. De 93 à 97 : 802 propositions, 113 retenus, 6,4 millions d'écus. Jeunes reporters pour l'environnement (soutien CE), campus européen pour l'environnement 1990, université d'été sur l'ERE, 1994 à Toulouse, etc.

35. Convention d'Aarhus concernant l'accès à l'information, la participation du public et l'accès en justice de 1998 (en vigueur en octobre 2001).

36. Directive 91/676 du Conseil du 12/12/91 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles (JOCE série L 375 du 31/12/91 p. 1). Règlement 1836/93 du Conseil du 29/6/93 permettant la participation volontaire des entreprises du secteur industriel à un système communautaire de management environnemental et d'audit (JOCE série L 168 du 10/7/93, 1- extension à toutes organisations : règlement adopté en 2001, JOCE série L 114 du 24/4/2001).

37. 5e programme de politique et d'action en matière d'environnement et de développement durable, 1993, préc.

38. Le futur 6e programme d'action en matière d'environnement ne relève pas ce défi, se contentant de brèves allusions à l'ERE. COM (2001) 31 du 24.1.2001

AUTEUR

NATHALIE HERVÉ-FOURNEREAU

Nathalie Hervé-Fournereau est Docteure en droit communautaire depuis 1998. Chercheuse CNRS en droit européen depuis 2000, elle est titulaire depuis mai 2001 et affectée au département CEDRE (centre de recherches européennes de Rennes) de l'Unité mixte de recherche (UMR) IODE (Institut ouest droit Europe) de la faculté de Droit et de Science politique de Rennes, Université de Rennes I, Pôle européen Jean Monnet.